

je ne crois pas exagérer en disant des milliers---de personnes qui comptent actuellement sur les municipalités et sur l'Etat pour obtenir leur pain quotidien. Cette affirmation n'est pas outrée; la situation est telle que je l'ai dépeinte.

Bien qu'il soit vrai qu'elle n'existe qu'en quelques régions, il n'en demeure pas moins acquis que, du moins, dans une grande étendue de l'Ouest---je ne puis rien dire des cultivateurs de l'Est---les gens vivent de leurs économies; ils cultivent à perte, persistant dans l'espoir de voir luire des jours meilleurs alors que les prix de leurs denrées, des choses qu'ils doivent acheter et les tarifs de transport seront à un point qui leur permettra de gagner leur vie.

On nous a dit, et cela est bien logique, que l'abaissement des tarifs-marchandises ne peut-être amené que par un accroissement de la population. Je conçois le poids de ce raisonnement; mais, d'un autre côté, je crois que la diminution des tarifs devra précéder l'augmentation de la population du pays; autrement, les gens ne viendront pas ici.

Il est un autre sujet que je veux mentionner en peu de mots. Il n'est pas lié à la politique et permettra à toute la députation de tomber d'accord. Il a trait au rétablissement dans la vie civile des anciens membres de la force expéditionnaire. Je tiens à signaler à la Chambre la situation où se trouvent, dans l'Ouest, du moins, la plupart des anciens combattants qui ont été envoyés sur des terres par la commission de l'établissement des soldats. Je suis d'avis qu'elle a fidèlement accompli son devoir et rempli sa tâche avec bienveillance, autant que j'ai pu voir, et je n'ai aucun désir de la critiquer. Cependant, il est temps, selon moi, qu'elle étende les cadres de son programme, et même qu'elle suive une autre ligne de conduite. La plupart de ces soldats se sont établis de bonne foi sur des terres alors que les prix de tout étaient à l'apogée. Ils se sont rendus là-bas, lorsque les prix étaient anormaux, ayant atteint un point qu'ils ne reverront plus longtemps, les machines, le bétail, le charbon et toutes les choses nécessaires aux opérations agricoles coûtaient les yeux de la tête, et ont été achetés dans ces conditions-là. Les soldats ont acquis des terres au prix qu'elles avaient lorsque le blé se vendait deux dollars et que le bétail rapportait de beaux bénéfices. Ils ont acheté des machines lorsqu'elles se vendaient le plus cher. Il se sont procuré des bêtes à cornes quand les vaches laitières coûtaient

[M. Speakman.]

de 100 à 140 dollars. Et dans quelle situation se trouvent-ils maintenant? Ils se sont endettés pour ces emplettes---pour l'achat aux plus hauts prix de ces terres, de ce bétail et de ce matériel d'exploitation, et aujourd'hui ils doivent à l'Etat pour ce bétail et ce matériel plus que la valeur totale de leurs biens.

Monsieur l'Orateur, c'est là un état de choses grave dont cette Chambre devra s'occuper. Ces gens ont franchi l'Atlantique; ils ont combattu, enduré des souffrances et des pertes, afin d'assurer la liberté de ce pays et du monde entier. On les a de bonne foi établis sur des terres, pour leur aider à rentrer dans la vie civile. L'idée était excellente et les prévisions étaient bien fondées, je crois. Mais qu'est-il arrivé? Tous ces gens-là ou, du moins, un grand nombre d'eux ont eu à payer le dixième de la valeur de leurs terres. S'ils les abandonnent maintenant, ils les perdront et perdront aussi le prix de leurs labours, ainsi que tout ce qu'ils possédaient avant de s'établir sur le sol. Est-ce équitable? est-ce juste? Il est absolument impossible qu'aucun d'eux réussisse sous le fardeau de cette dette, et je parle en connaissance de cause car, si je suis novice en cette Chambre, je connais par expérience les conditions de la culture du sol dans cette partie du pays. De vieux cultivateurs éprouvés dont les biens sont libres de dettes ne peuvent pas même, dans les conditions actuelles, gagner l'intérêt sur la valeur de ce qu'ils possèdent. Comment donc pouvons-nous espérer que ces nouveau-venus gagneront le capital et l'intérêt que représente une terre ayant entraîné une mise de fonds trop élevés. C'est une impossibilité absolue. Dans les circonstances présentes, ils sont voués à l'insuccès et désertent les champs. Cela semble un avenir très sombre. Qu'avez-vous à proposer?

Ce que j'ai à suggérer---et mon avis à cet égard est aussi celui de la masse des cultivateurs qui sont tenus de payer leur part des pots cassés---c'est tout simplement que la terre, le bétail et le matériel d'exploitation ainsi acquis soient l'objet d'une estimation nouvelle qui les ramène au prix qu'ils valent à l'heure actuelle, et qu'on porte au compte de la dette publique l'écart entre cette valeur actuelle et le chiffre de la dette que ces gens-là ont contractée. Cela ne paraît pas très plaisant, je le sais; mais la perte est plus apparente que réelle, puisque chaque fois qu'un de ceux-là est vaincu par les circonstances, ce qui arrive tous les jours, il faut vendre le tout aux prix qui